

DANS L'ACTUALITE du 13 au 15 décembre 2016

Textes officiels

JORF n° 0291 du 15 décembre 2016

Modalités de transmission des factures dématérialisées

[Arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique](#)

Modalités d'application du régime de demande d'autorisation de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant

[Arrêté du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant](#)

Projet de loi

Modernisation, développement et protection des territoires de montagne

[Le Sénat a adopté, dans la nuit du 14 au 15 décembre 2016 et à l'unanimité, le projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Petite loi](#)

Pouvoirs publics : prorogation de l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence (décembre 2016)

[Dossier législatif](#)

Note ministérielle

Modalités de suivi et de contrôle par les Préfets de région de la politique de performance énergétique mise en œuvre par les entreprises fortement consommatrices d'électricité au sens de l'article L.351-1 du code de l'énergie

[Note du 8 décembre 2016 relative à la mise en œuvre d'une politique de performance énergétique au sens de l'article D. 351-5 du code de l'énergie](#)

Mise en œuvre de la procédure de l'avis conforme du responsable ministériel des achats en application de l'article 8-III du décret n°2016-247 du 3 mars 2016 créant la direction des achats de l'État et relatif à la gouvernance des achats de l'État

[Note du 2 décembre 2016 relative à la procédure de soumission des projets de marchés publics à l'avis du responsable ministériel des achats](#)

Jurisprudence

Attribution dite "in house"

[CJUE 8 décembre 2016, aff. C-553/15](#)

Indemnisation de la rupture des négociations préalables à la passation d'un contrat

[CE 9 décembre 2016 société Foncière Europe, req. n° 391840](#)

Définition des méthodes de notation des offres : quelle est la marge de manœuvre du pouvoir adjudicateur ?

[CAA Nantes 7 décembre 2016 société Eiffage Energie Val de Loire, req. n° 14NT01905](#)

Réponses ministérielles

Question écrite AN n° 91079 du 13 décembre 2016 - [Conditions de vente des biens du domaine public des collectivités territoriales](#)

Question écrite AN n° 88126 du 13 décembre 2016 - [Nature de la compétence de gestion des eaux pluviales pour une communauté d'agglomération](#)

Question écrite AN n° 89162 du 13 décembre 2016 - [Délimitation des chemins ruraux et domanialité](#)

Question écrite AN n° 63300 du 13 décembre 2016 - [Isolation thermique extérieure et occupation du domaine public](#)

Question écrite AN n° 50111 du 13 décembre 2016 - [Difficultés d'aménagement du littoral](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

L'arrêté « mode d'emploi » du portail de facturation électronique obligatoire est paru

[Les modalités de transmission des factures au secteur public via « Chorus pro » sont définies par un arrêté paru au « Journal officiel » du 15 décembre.](#)

Source : le Moniteur du 15/12/2016

Résolution des litiges par un arbitrage international : le Conseil d'Etat explique les règles du jeu

[Autorisé ponctuellement pour les personnes publiques, le recours à l'arbitrage est essentiellement privé. Le juge administratif a pourtant eu l'occasion de se prononcer sur l'issue d'une telle procédure, précisant pour la première fois l'étendue de son contrôle sur une sentence arbitrale internationale. Etait en jeu l'application des règles de la commande publique.](#)

Source : le Moniteur du 12/12/2016

Conseil aux acheteurs : mise à jour des fiches techniques suite à la publication de la loi « Sapin II »

[Conseil aux acheteurs / Fiches techniques](#)

Source : DAJ du 12/12/2016

Urbanisme

Autorisation préalable à des travaux de construction de nouveaux logements dans un immeuble existant : la liste des pièces à fournir publiée au JO

[Un arrêté du 8 décembre publié au Journal Officiel du 15 dresse la liste des pièces à fournir pour obtenir l'autorisation, instaurée par l'article 91 de la loi Alur, qui peut être requise avant de pouvoir effectuer des travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant.](#)

Source : le Moniteur du 15/12/2016

Lotissements : les géomètres-experts ripostent en toutes lettres

[Le futur seuil d'intervention des architectes dans l'aménagement des lotissements devrait être de 2 500 m². Sans en attendre l'annonce officielle, l'Ordre des géomètres-experts s'est offert une pleine page dans quatre quotidiens nationaux pour exprimer son mécontentement.](#)

Source : le Moniteur du 13/12/2016

Environnement

Evaluation environnementale des projets, plans et programmes et information et participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement

[La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat a présenté un projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement.](#)

Source : compte rendu du Conseil des ministres du 14/12/2016

La COP 21, un an après

[La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat a présenté une communication relative à la COP 21, un an après.](#)

Source : compte rendu du Conseil des ministres du 14/12/2016

Emmanuelle Cosse défend le RGE

[Invitée à conclure une table ronde lors du premier Atelier national des initiatives locales pour la rénovation énergétique, la ministre du Logement est revenue sur l'enquête polémique d'UFC-Que Choisir sur les artisans « reconnus garant de l'environnement » et la rénovation énergétique. Elle a appelé à « se rebeller » contre la présentation négative systématique de la politique de rénovation et à éviter les généralisations.](#)

Source : le Moniteur du 14/12/2016

Les premiers adhérents à la charte de la participation du public

[Depuis sa parution le 11 octobre dernier, la charte a déjà recueilli l'adhésion de plusieurs ministères, établissements publics, collectivités locales, entreprises, ONG. D'autres adhésions sont en cours de délibération par des acteurs de la participation qui mesurent l'importance de cette avancée du dialogue environnemental.](#)

Source : developpement-durable.gouv.fr du 14/12/2016

Lutte contre la pollution de l'air : Ségolène Royal présente une série de mesures après une semaine de crise

[Face à l'épisode de pollution le plus grave de ces dix dernières années, la ministre de l'Environnement a annoncé samedi 10 décembre de nouvelles mesures en faveur des transports "propres" et appelé les collectivités à s'engager davantage. Deux nouvelles conventions "Villes respirables en 5 ans" ont en outre été signées avec les communautés urbaines d'Arras et de Dunkerque.](#)

Source : localtis.info du 13/12/2016

Collectivités territoriales

Transparence et lutte contre la corruption : que trouve-t-on sous la loi Sapin 2 ?

[Arsenal anticorruption, lanceurs d'alerte, répertoire public des groupes de pression, modernisation du droit domanial, codification de la commande publique... : la loi du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite "Sapin 2", comporte tout un traîneau de mesures intéressant les collectivités locales.](#)

Source : localtis.info du 14/12/2016

Code de la propriété des personnes publiques outre-mer

[Le ministre de l'économie et des finances a présenté un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1255 du 28 septembre 2016 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à l'outre-mer.](#)

Source : compte rendu du Conseil des ministres du 14/12/2016

Le 1^{er} janvier prochain, l'intercommunalité présentera un nouveau visage

[A quoi ressemblera le paysage intercommunal le 1er janvier prochain ? L'Assemblée des communautés de France \(ADCF\) tente d'apporter des réponses dans une étude statistique. Sur les 1.263 communautés que comptera la France, 45% auront connu une modification \(fusion ou redéfinition de périmètre sans fusion\).](#)

Source : localtis.info du 13/12/2016

Transport

Brainstorming autour des transports de demain

[Les principaux acteurs des transports collectifs ont organisé une consultation nationale et des débats dans six villes de France pour faire progresser le secteur. Lundi 12 décembre, les états généraux de la mobilité durable ont fait une halte à Bordeaux.](#)

Source : le Moniteur du 13/12/2016

Vu dans les revues

BJCP n ° 109 novembre-décembre 2016 p.439, *Lorsque le pouvoir adjudicateur prévoit que la valeur des offres sera examinée au regard d'une caractéristique technique déterminée, doit-il exiger la production de justificatifs ? Un candidat est-il susceptible d'être lésé au sens de la jurisprudence Smirgeomes si le classement final des offres reste le même, malgré l'irrégularité de la procédure ?*, conclusions Olivier Henrard

BJCP n ° 109 novembre-décembre 2016 p.444, *L'objet des délégations de service public peut-il être multiple ?*, conclusions Gilles Pellissier

Presse

Paris : l'Assemblée autorise les clubs de jeux à titre expérimental

[La mesure est censée assainir le secteur, en soumettant, dès leur création, ces clubs à l'impôt sur les sociétés. Pour la droite, il s'agit d'un «funeste projet», signant le retour des casinos dans la capitale.](#)

Source : le Parisien du 15/12/2016

Piétonnisation des berges : Airparif repousse l'évaluation de l'impact sur la qualité de l'air à 2017

[Airparif a présenté un rapport intermédiaire sur la qualité de l'air suite à la piétonnisation des berges à Paris. Si l'association se garde de toute conclusion hâtive, la Ville de Paris s'est saisie du rapport pour défendre le projet de la Maire.](#)

Source : actu-environnement.com du 14/12/2016

La fermeture des voies sur berges à Paris n'a pas eu d'impact notable sur la qualité de l'air

[La région Ile-de-France, opposée à la piétonnisation de cet axe routier, précise son plan de lutte contre la pollution. Deux ONG ont décidé de saisir la justice contre l'Etat, pour « carence fautive ».](#)

Source : le Monde du 13/12/2016

Fermeture des voies sur berge à Paris: la bataille de chiffres continue

La préfecture de police a fait un nouveau bilan lundi et assure que la piétonisation des voies sur berge a bien allongé les temps de trajet dans la capitale. En parallèle, la mairie de Paris affirme que la pollution n'a pas augmenté depuis la fermeture des berge mais Airparif est moins catégorique.

Source : bfmtv.com du 13/12/2016

Paris: l'aménagement des voies sur berge a commencé

La piétonisation des voies sur berge continue de faire débat, mais leur aménagement a déjà commencé. Depuis quelques jours des arbres ont commencé à être plantés, le début d'une transformation en véritable parc urbain.

Source : bfmtv.com du 12/12/2016

Voies sur berges piétonnes à Paris : des temps de parcours toujours plus longs

Le préfet de police de Paris vient de présenter les dernières évaluations chiffrées de l'incidence de la piétonisation de la rive droite de la Seine sur la circulation automobile. Et ça s'aggrave !

Source : le Parisien du 12/12/2016